

Communiqué de presse

Il n'est jamais trop tard pour bien faire

Lors d'une conférence de presse en date du 13 octobre 2009, la Fedil s'est prononcée sur un certain nombre de sujets d'actualité en relation, notamment, avec la crise économique, les finances publiques, la sécurité sociale et la situation du Luxembourg en matière de compétitivité.

Le président de la Fedil, Robert Dennewald, a noté qu'une sortie de crise est loin d'être en vue, même si quelques rares signes de détente semblent apparaître. « Nous commençons à apercevoir une bougie à la fin du tunnel » a-t-il décrit la situation actuelle de l'économie luxembourgeoise. Dans ce contexte, Robert Dennewald a salué le paquet « conjoncture » décidé par la tripartite en début d'année tout comme l'initiative du « contrat d'initiative à l'emploi - expérience pratique », annoncée par le gouvernement pour atténuer les effets de la crise économique sur le chômage des jeunes souhaitant intégrer le marché du travail.

Dans son analyse de la situation économique, le directeur de la Fedil, Nicolas Soisson, a constaté que la crise touche à présent tous les secteurs de l'économie nationale et que tous les indicateurs économiques tendent vers le bas. Ainsi, la production industrielle par jour ouvrable a baissé de 22,9% en 2009, le volume des constructions à bâtir affiche une baisse de 28% sur un an et les exportations ont baissé de 32,9% au cours du 2^e semestre 2009. Par conséquent, le PIB diminuera de 4% en 2009, selon les estimations du Statec.

Nicolas Soisson a ensuite énuméré un certain nombre de défis qu'il s'agira d'affronter dans le cadre d'une stratégie de sortie de crise. De cette façon, la Fedil a formulé un certain nombre de propositions dans le domaine de l'emploi, du coût salarial et des finances publiques ainsi que de la sécurité sociale. Considérant la situation actuelle sur le marché de l'emploi, Nicolas Soisson a estimé qu'une réforme en profondeur de l'Administration de l'emploi est inévitable pour améliorer son efficacité en matière de placement des demandeurs d'emploi. Afin d'éviter une autre perte de compétitivité, la Fedil se prononce en faveur d'un moratoire dans les conventions collectives de travail ainsi que de nouvelles négociations au sujet de l'indexation des salaires. « L'indexation des salaires sape la compétitivité de nos entreprises et tue le site industriel luxembourgeois ».

Au sujet des finances publiques, le directeur de la Fedil a lancé un appel au gouvernement pour réduire ses dépenses à travers une compression des frais de fonctionnement de l'Etat et à travers plus de sélectivité dans les transferts sociaux, mais aussi en procédant à une analyse critique des politiques de subventions des différents ministères. « Un assainissement des finances publiques ne devra pas se faire à travers une hausse des recettes mais par une réduction des dépenses » a déclaré Nicolas Soisson en faisant allusion à une éventuelle hausse fiscale. Et Robert Dennewald, président, d'ajouter : « Une hausse de la part patronale des cotisations à la sécurité sociale ne peut être la solution pour financer les déficits de la sécurité sociale. Une telle mesure nuirait gravement à la compétitivité des entreprises ».

Le président Robert Dennewald a finalement annoncé que la Fedil a récemment mis en place un groupe de réflexion qui se penchera sur la question de l'évolution à plus long terme de l'économie luxembourgeoise. Afin d'arriver à un meilleur équilibre structurel et de retrouver le chemin de la croissance, le président de la Fedil a souligné l'importance de renforcer les secteurs non-financiers de l'économie. Il a lancé l'idée de la création d'un comité de pilotage pour le développement du secteur non-financier dont la charge serait la conciliation des politiques industrielle, énergétique climatique, sociale et fiscale. Cette initiative contribuerait à accroître la compétitivité et l'attractivité du site luxembourgeois.

Luxembourg, le 13 octobre 2009
